

ÉLÉMENTS SPÉCIFIQUES DE CADRAGE DE L'OFFRE DE FORMATION 2024-2028

CONTEXTE GÉNÉRAL :

La 1ère partie du processus d'auto-évaluation et d'accréditation de notre offre de formation est maintenant achevée. Elle donnera lieu par les experts de l'HCERES, après une visite sur site à la mi-octobre, à un rapport détaillé pour chacune de nos mentions qui nous sera remis en janvier 2023. Le 10 mars devra être déposé l'ensemble des demandes d'accréditation pour nos mentions de licence, Lp et master qui ouvriront en septembre 2024. Les nouvelles maquettes devront donc être approuvées par le CA après avis du conseil académique (CAC) au printemps 2024.

Le contrat quinquennal qui est en train de s'achever a été marqué par une situation sanitaire qui a bouleversé nos habitudes de travail et par une évolution importante de l'environnement réglementaire de nos diplômes nationaux et de leurs modalités d'accès. Le rythme de ces changements a été très soutenu. L'investissement des équipes pédagogiques et l'engagement des enseignants-chercheurs dans le fonctionnement des formations a nécessairement été plus marqué afin de pouvoir mettre en œuvre l'ensemble de ces réformes. La mise en œuvre de la LPR va conduire à une modification profonde et à une amélioration considérable de notre régime indemnitaire. Le volet 3 du RIPEC marque la reconnaissance de l'engagement des Enseignants-chercheurs sur les 3 volets principaux de leur engagement professionnel : la recherche, la pédagogie et les responsabilités collectives. Cette reconnaissance de l'engagement des EC en matière de pédagogie et de prise de responsabilité des formations sera un élément important accompagnant la transformation de nos diplômes par la mise en œuvre de l'approche par compétences et l'amélioration de leur pilotage.

Les sollicitations du ministère à des changements parfois radicaux en matière d'organisation des licences (AAP NCU du PIA3) ou des établissements (AAP ExcellenceS du PIA4) ont permis à notre établissement d'être financé à hauteur de 7,9 M€ et ont conduit AU à imaginer un projet original de structuration en instituts pluridisciplinaires. Ces projets et financements ont conduit ou vont permettre un renforcement des services en soutien des personnels enseignants (SAFIRE, SFTLV). La mise en œuvre de la loi ORE s'est d'autre part, accompagnée de financements conséquents qui ont alimenté nos campagnes d'emploi durant les 5 dernières années et ont conduit à la mise en œuvre de dispositifs de remédiation à destination des étudiants de 1^{ère} année. Les financements obtenus et à venir, démontrent que le MESR a une image positive d'AU, de sa trajectoire, de sa capacité à se transformer et à agir positivement sur son territoire malgré la présence de grandes ou très grandes universités à proximité immédiate. Il nous semble important de pouvoir confirmer cette trajectoire et de la renforcer durant le prochain contrat afin de sécuriser l'avenir de notre établissement. La mise en œuvre de ces projets sera au cœur du prochain contrat d'établissement. Le cadrage de l'offre de formation en licence est donc étroitement lié à ces projets structurants.

LE PILOTAGE COLLECTIF DE L'OFFRE DE FORMATION :

Il nous faut garder à l'esprit que les financements nouveaux vont nécessairement se tarir. Les ressources nécessaires à la création de nouvelles formations indispensables pour répondre aux besoins socio-économiques du territoire et affirmer notre identité ne pourront donc être

trouvées qu'en interne à travers les choix éclairés et collectifs de réorganisation ou de fermeture de formations ne répondant plus aux attentes des étudiants ou des acteurs socio-économiques, ne s'adossant pas ou plus à notre expertise recherche ou ne conduisant pas à un diplôme d'établissement.

La création de nouvelles mentions ou parcours devra toujours répondre à la nécessaire insertion professionnelle ou académique de nos diplômés. Elles devront donc faire la preuve de leur attractivité auprès des lycéens, étudiants et employeurs.

Le pilotage de la qualité et de la trajectoire des formations par les composantes est un objectif majeur. Il doit alimenter les contrats d'objectifs, de moyens et de performance (COMP). Le cycle qualité est basé sur le travail des conseils de perfectionnement de mention et de composante et la mise en œuvre systématique de l'évaluation des enseignements par les étudiants (EFE)

Les Contrats d'Objectifs, de Moyens et de Performance seront mis en œuvre dès 2022 avec une batterie d'indicateurs annuels concernant chaque composante. Les COMP nourriront la prise de décision par la CFVU et le CA des autorisations d'ouverture des formations chaque année au printemps. Les propositions d'ouverture et de fermeture de formation seront faites collégialement à la CFVU et au CA après la conclusion des COMP. Les formations dont l'attractivité est insuffisante (moins de 10 étudiants diplômés par parcours de master en moyenne sur 3 années glissantes et moins de 20 étudiants diplômés annuellement en licence par mention et parcours) ne pourront pas être reconduites en cours de contrat.

L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET LA CONTINUITE D'ÉTUDES :

La spécialisation professionnelle des 1^{er} et 2^{ème} cycle sera un enjeu majeur des 5 prochaines années. Cette spécialisation passe à minima par une approche par compétences et dans la mesure du possible par la mise en place de l'alternance.

Le service de la Formation Tout au Long de la Vie a pris une dimension supplémentaire lors de ce contrat en prenant en charge la plus grande partie de l'offre de formation en alternance d'AU (hors CERI et IUT). Ce service sera renforcé lors du prochain contrat afin d'accompagner la montée en charge progressive des formations professionnelles en alternance qui est un objectif majeur de la stratégie d'établissement. Ces formations en alternance devront être généralisées dans la mesure du possible en master et être créées en licence à travers la mise en place de Lp dé-suspendues.

Les taux d'insertion professionnelle de nos étudiants diplômés de Lp et master sera un marqueur identifié de la qualité de ces diplômes. La mesure des taux de poursuite d'étude en second cycle de nos étudiants diplômés de licence et en doctorat pour les masters sera également un point de vigilance des COMP durant le prochain contrat.

MISE EN ŒUVRE DE L'APPROCHE PROGRAMME COMPÉTENCE (APC) EN LICENCE, LP ET MASTER :

L'article L. 6113-1 du code du travail définit les blocs de compétences comme étant des « ***ensembles homogènes et cohérents de compétences contribuant à l'exercice autonome d'une activité professionnelle et pouvant être évaluées et validées*** ».

L'adéquation entre notre offre de formation et les capacités d'insertion professionnelle sera consolidée par la mise en œuvre de l'approche par Compétence dans nos diplômes de licence, Lp et Master. Cette logique d'organisation implique d'organiser du lien entre les enseignements afin d'utiliser graduellement ces multiples ressources dans des situations

pratiques de la vie professionnelle. Cette approche a l'avantage de donner du sens aux enseignements suivis par l'étudiant, de favoriser sa réussite et sa capacité d'insertion professionnelle et académique. D'autre part, cette approche permet de mieux valoriser notre offre de formation, son attractivité et la lisibilité de nos diplômes. D'autre part, cette démarche permet aux équipes pédagogiques d'adopter une vision commune et objectivée de la formation facilitant l'identification des points forts et d'amélioration de la formation dans les conseils de perfectionnement. Enfin cette démarche apporte une visibilité accrue de nos diplômes par le monde socio-économique, facilitant ainsi les échanges avec les professionnels et améliorant leur accès aux publics de la formation continue.

L'APC nécessite de construire la formation au service de ses objectifs, à savoir des profils de sortie attendus pour les étudiants. Ce ne sont plus les contenus et la seule addition de l'expertise des membres de l'équipe pédagogique qui guident les maquettes mais les compétences visées au travers des acquis d'apprentissages qui les composent qui dessinent les enseignements et évaluations des formations en s'adossant à l'expertise des enseignants.

Elle nécessite d'être mise en œuvre graduellement selon plusieurs étapes :

Étape 1 : dans le cadre de l'accréditation (mars 2023)

- Définition du référentiel de compétences visées par la formation
- Explicitation des acquis d'apprentissages qui en découlent
- Alignement sur les Blocs RNCP de chaque mention

Étape 2 : pour la mise en œuvre des maquettes (mars 2024)

- identifier les enseignements qui couvrent au mieux ces acquis d'apprentissage
- regrouper ces enseignements en vue d'une AMS (Activité de mise en situation complexe) mobilisant les compétences acquises dans les différents enseignements.

Étape 3 : pendant le contrat (2024-2027)

- élaboration d'AMS participant à l'évaluation du bloc
- évolution vers des blocs non compensables
- AMS certifiant les compétences

La mission APUI est en accompagnement des équipes pédagogique pour ces 3 étapes.

L'IUT est en avance sur la mise en place de l'approche compétence et des activités de mise en situation. Les enseignants de l'IUT pourront servir de « personnes ressources » en participant notamment aux ateliers de formation organisés par la MAPUI.

Durant l'étape 1 l'offre de formation est organisée basiquement en Blocs de Connaissances et de Compétences.

La mise en œuvre de l'approche par compétence est rendue obligatoire par les textes réglementaires qui précisent que toutes les formations sont organisées à minima en Blocs de connaissances et de Compétences (BCC).

Conformément à ces textes toutes les formations de licence, de licence professionnelle et de master devront être organisées et décrites en BCC en septembre 2024. Cette organisation en BCC doit permettre de décrire comment le regroupement d'UE au sein d'un bloc de compétences contribue à une meilleure compréhension et appropriation des connaissances et compétences de ce bloc.

Cette démarche suppose de :

- Définir les connaissances et compétences par rapport aux objectifs du diplôme (celles-ci peuvent être complémentaires des compétences inscrites au Référentiel National des Compétences Professionnelles commun à nos diplômes nationaux).
- Construire les BCC par rapport aux savoir-faire et aux savoir-être attendus de l'étudiant par l'équipe pédagogique dans le cadre de son activité professionnelle.
- Concevoir collectivement les méthodes d'évaluation, les objectifs et les pratiques pédagogiques

Durant la 2ème étape développer au sein d'au moins un BCC des pratiques pédagogiques alignant les objectifs définis dans la 1ère étape, les méthodes pédagogiques et les évaluations. Il s'agit de développer des activités pédagogiques évaluables reliant les différents enseignements du bloc. L'étudiant dans ces activités de mise en situation mobilise les connaissances acquises dans l'ensemble des UE et ECUE constituant le BCC qui seront ainsi évaluées de manière contextualisée en référence à des situations concrètes de mise en œuvre des compétences en milieu professionnel.

Durant une 3ème étape les mises en situation d'apprentissage sont étendues à l'ensemble des BCC de la formation.

Pour mémoire les BUT appliquent cette 3ème phase depuis la rentrée 2021 l'ensemble des BUT ayant mis en œuvre une Approche Par Compétence avec des activités de mise en situation systématiques appelées Situation d'Apprentissage et d'Évaluation.

La MAPUI sera en soutien des équipes pédagogiques pour la mise en œuvre systématique de la 1ère étape dans tous nos diplômes de licence, Lp et master qui ouvriront en septembre 2024. Les Lp et les masters seront les diplômes prioritairement visés par la mise en œuvre plus aboutie de l'APC dans leur diplôme à l'horizon 2026.

Les équipes pédagogiques sont encouragées à évaluer les savoir-être des étudiants à l'issue de leur parcours de licence et Lp.

MISE EN ŒUVRE DU PROJET NCU CAPACITÉ EN LICENCE :

Un adossement systématique des licences non sélectives au projet CAPACITÉ devra être assumé par les composantes et les futurs instituts. Sa mise en œuvre devra être un objectif pour les conseils de perfectionnement de licence et de composante et sera observée et mesurée lors des contrats d'objectifs, de moyens et de Performance des composantes et des futurs instituts. L'objectif de la 1ère année de licence à AU doit être la réussite du passage en L2 des étudiants ou de leur projet de réorientation.

- La 1^{ère} année de licence doit être comprise en effet, comme une plate-forme d'orientation et de réussite des étudiants. Cette L1 est le lieu de mise en œuvre des dispositifs ORE et NCU d'accompagnement individualisé des étudiants en difficulté approuvés lors du précédent contrat. Ces dispositifs d'aide et de soutien ne bénéficient systématiquement pour l'instant qu'aux étudiants inscrits sous condition et sont sous employés vis-à-vis des étudiants en situation de réussir leur L1 (typiquement les étudiants dont la moyenne se situe entre 8 et 10 à l'issue du 1^{er} semestre de L1). L'accès aux UE de remédiation devra donc être élargi au 1^{er} semestre aux étudiants inscrits en régime normal détectés en difficulté lors des premiers examens du contrôle continu ou après évaluation de leur niveau de maîtrise du français. Les directeurs d'étude et les

équipes pédagogiques devront se donner les moyens de détecter le plus précocement possible les étudiants en difficulté afin de leur faire bénéficier de ces dispositifs.

- o Les équipes pédagogiques constatent un abaissement significatif de la maîtrise de la langue française par les étudiants en L1. C'est une préoccupation nationale. Un groupement d'universités piloté par l'Université Ouverte des Humanités (UOH) auquel AU a adhéré a mis en place un site internet (<https://ecriplus.fr/>) permettant de mesurer et certifier le niveau de maîtrise de la langue française sur un ensemble de 14 compétences. Ce site offre par ailleurs des ressources en ligne afin de les accompagner plus spécifiquement à l'amélioration de compétences ciblées. AU a l'ambition de systématiquement mesurer le niveau des étudiants en L1, de corréliser ces résultats avec les taux de passage en L2, de mesurer la progression des étudiants tout au long de leur 1^{er} cycle et de leur proposer une certification en parallèle de leur diplomation. Cette mesure systématique sera réalisée dans le cadre de l'UE de méthodologie du travail universitaire (MTU) que chaque L1 devra intégrer dans la maquette du S1. L'accompagnement de cette mesure sera réalisé par SAFIRE. Pour améliorer le niveau en français des étudiants, des UE de remédiation et des ateliers d'écriture seront proposés durant les deux premières années de licence par le biais du dispositif ALLURE et de l'UE accompagnement proposée au S2.
- o La création de parcours de spécialisation professionnelle en alternance débutant en L2 dans les licences généralistes est encouragée. Ces LP dé-suspendues ont pour vocation de permettre à des étudiants de L1 peu tentés par des études longues ou généralistes d'accéder en 3 ans à un diplôme professionnel court d'Avignon Université. Ces Lp devront nécessairement être proposées en alternance sur le niveau L3 et générer des ressources propres permettant d'alimenter les campagnes d'emploi des départements et composantes impliquées. Ces créations seront accompagnées par les ingénieurs du SFTLV dont l'expertise dans ce domaine est incontournable. La création de ces parcours répond à un besoin des entreprises qui ont de plus en plus de difficulté à trouver des candidats de bon niveau provenant des BTS susceptibles de valider en alternance une Lp.
- o Afin d'offrir des possibilités d'individualisation des parcours et poursuivre l'expérimentation en cours sur le parcours entrepreneuriat, les équipes pédagogiques sont invitées à penser des blocs disciplinaires disponibles à distance (macrohybridation) pour des étudiants d'autres mentions. Ces blocs ont vocation à s'ouvrir également aux publics de la formation continue. La MAPUI sera en soutien pour assurer la labellisation Flex'hybrid indispensable à la mise à distance de ces enseignements dans les maquettes. Ces UE et ECUE devront être signalées comme telles dans les maquettes et dans les syllabus de formation.
Les enseignants qui privilégieront ce mode de transmission des savoirs seront prioritairement valorisés dans le cadre du volet 3 du RIPEC.

DIMINUTION DU COÛT DES FORMATIONS EN LICENCE :

Le volume horaire maquette est situé en moyenne à 1500h. Il ne doit pas franchir la limite inférieure de 1300h et la limite haute de 1650h. Les licences situées d'ores et déjà dans cette fourchette ne pourront pas augmenter leur volume maquette.

20% du coût des formations est concentré en L1. Il paraît nécessaire de réorienter nos ressources sur les deux dernières années de la licence et en master sans toutefois diminuer l'attractivité de nos diplômes. Les équipes pédagogiques sont invitées à concentrer les volumes horaires des licences en L2 et L3. Un minimum de 450h de cours en L1 peut être toléré. Les TP pourront être organisés au 2^{ème} semestre de la L1 mais ne seront accessibles qu'aux étudiants ayant obtenus un minimum de compétences en L1 défini par une note minimale dans la discipline fondamentale support. Ces TP pourront être optionnels dans les maquettes ou accessibles après autorisation des directeurs d'étude. Les équipes pédagogiques sont également invitées à privilégier les séances de TP virtuelles en L1 (cf projets du Fonds d'Innovation Pédagogique).

LES PORTAILS PLURIDISCIPLINAIRES EN L1 :

Compte-tenu de l'ouverture disciplinaire qu'elle permet, la création de portail bi-disciplinaire est encouragée mais n'est désormais plus obligatoire pour toutes les licences. La spécialisation pourra s'opérer à l'issue du 1^{er} semestre avec une possibilité de réorientation dans l'une des deux mentions de licence partageant ce portail au S1.

Les licences ne désirant plus offrir de portail bi-disciplinaire devront fournir un argumentaire expliquant ce choix (mauvaise évaluation étudiante basée sur des questionnaires d'évaluation, diminution des taux de réussite observée, etc.).

L'APPRENTISSAGE DE L'ANGLAIS EN LICENCE :

L'obligation de certification du niveau d'anglais pour valider un diplôme de 1^{er} cycle même si elle vient d'être récemment remise en cause par un arrêt du conseil d'état modifie profondément la vision de l'apprentissage de l'anglais dans ces diplômes. Elle nous oblige à revoir l'organisation du LANSAD afin de mettre en œuvre une politique commune permettant de viser le plus haut niveau de certification en anglais pour nos étudiants. Les enseignants de LANSAD actuellement éparpillés au sein des composantes et de certains départements devraient être intégrés à un département commun. Les méthodes d'apprentissage et d'évaluation devraient être partagées. L'hétérogénéité des niveaux de certification parfois observée entre composantes et entre licences devra être étudiée et analysée. Le département LANSAD devra tenir compte de ces analyses dans la mise en œuvre de ses pratiques pédagogiques. La singularité de la spécialisation disciplinaire des enseignants en anglais devra être préservée (Intervention dans des disciplines ou des diplômes) et les modalités très spécifiques de l'apprentissage au niveau master également.

L'apprentissage de l'anglais débute en L1 au 2^{ème} semestre. Au 1^{er} semestre des tests de positionnement systématiques des étudiants nouvellement inscrits à AU seront mis en place et des groupes de niveau constitués avant le début des cours au 2^{ème} semestre.

L'OFFRE DE FORMATION EN MASTER :

L'offre actuelle de master d'AU est de faible densité et accueille un nombre d'étudiants encore trop peu nombreux. Si Avignon Université veut être perçue comme une université de plein exercice, elle se doit de rééquilibrer son offre de formation en densifiant son offre de formation de second cycle. Cette donnée est absolument essentielle si nous voulons notamment mettre en valeur l'expertise scientifique spécifique développée dans nos laboratoires. L'offre de formation de 2^{ème} cycle d'AU doit obligatoirement être adossée sur une expertise recherche et des laboratoires reconnus d'AU. Les responsables de ces masters doivent faire partie de ces laboratoires.

Le maintien d'une mention ou d'un parcours de master est corrélé à son attractivité (20 étudiants inscrits en M1 sauf exception argumentée) et à sa capacité d'insertion professionnelle ou en doctorat mesurée sur les 4 dernières années.

Chaque département disciplinaire a vocation à porter une mention ou un parcours de master dans la mesure où la majorité de ses enseignants-chercheurs inscrit son activité recherche dans un laboratoire de l'université. La création d'un parcours ou d'une mention de master doit être argumentée sur une base d'expertise scientifique, sur une étude de la capacité d'insertion professionnelle des diplômés et sur la spécificité de cette formation dans le paysage régional de l'enseignement supérieur.

Le volume horaire d'un master ne doit en aucun cas dépasser 850h d'enseignement. Les mentions de master constituées de plusieurs parcours doivent avoir un semestre commun de cours (organisation en Y), la spécialisation s'opérant au deuxième semestre.

L'offre de master doit favoriser l'alternance et permettre d'accueillir des étudiants de la formation continue. Dans la mesure du possible les masters seront donc organisés en blocs de connaissances et de compétences permettant d'accéder à des niveaux de certification croissants sur des périodes de temps courtes. Le SFTLV sera l'interlocuteur privilégié des équipes pédagogiques afin d'identifier ces blocs, les organiser pédagogiquement avec l'aide des ingénieurs de la MAPUI si nécessaire. Ces blocs ont vocation à être inscrits au RNCP afin de favoriser leur accès aux publics de la formation continue.